

07/05/2009



Assemblée générale AG/PAL/1124

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

À NICOSIE, LES PARLEMENTAIRES DU MONDE ENTIER SONT INVITÉS À AGIR EN FAVEUR D'UN RÈGLEMENT JUSTE DE LA QUESTION DE PALESTINE

(Adapté de l'anglais)

À l'issue d'une réunion organisée à Nicosie, à Chypre, par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, en faveur de la relance du processus de paix israélo-palestinien, les parlements du monde entier ont été invités à agir en faveur d'un règlement juste de la question de Palestine.

Le communiqué final publié après deux jours de discussions, les 6 et 7 mai, encourage les parlementaires à développer des relations plus étroites entre eux et notamment avec les parlementaires israéliens et palestiniens, ainsi qu'avec les Nations Unies et le Comité, afin de soutenir une paix juste, globale et durable au Moyen-Orient.

Intitulée « Réunion internationale des Nations Unies en faveur de la paix israélo-palestinienne », et destinée exclusivement à promouvoir l'engagement des parlementaires du monde entier en vue de cet objectif, la réunion a rassemblé des observateurs d'États Membres des Nations Unies et de diverses entités du système des Nations Unies, des parlementaires et organisations interparlementaires, des experts israéliens et palestiniens ainsi que des spécialistes européens de la situation au Moyen-Orient.

Dans un message lu par le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, M. Tayé-Brook Zerihoun, le Secrétaire général a fait observer à l'ouverture de la réunion que celle-ci intervient alors que la communauté internationale fait tout pour relancer le processus de paix. Il s'est prononcé en faveur d'une reprise des négociations israélo-palestiniennes sur toutes les questions importantes sans aucune exception, comme les parties en sont convenues et comme l'a demandé le Conseil de sécurité dans sa résolution [1850 \(2008\)](#) du 16 décembre dernier. Les paramètres nécessaires à la paix restent inchangés, a-t-il rappelé. Le Secrétaire général a notamment insisté sur l'arrêt immédiat des mesures qui augmentent davantage les souffrances et les difficultés et a appelé Israël à autoriser l'entrée dans la bande de Gaza de carburant, d'argent liquide et des matériaux nécessaires à la réparation des écoles, cliniques et installations sanitaires, ainsi que d'abris. Il a en outre soutenu fermement le renforcement du rôle du Quatuor et s'est félicité de l'engagement affirmé du Président des États-Unis, M. Barack Obama, en faveur d'un partenariat renforcé entre les États-Unis, les parties concernées et les partenaires internationaux en vue de parvenir à la paix entre Israël et les Palestiniens et entre Israël et les pays arabes.

Le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, M. Paul Badji, a rappelé que la région vit actuellement un moment crucial après ce qu'il a appelé l'« assaut militaire sans précédent d'Israël dans la bande de Gaza » et après la formation du nouveau Gouvernement israélien. Il a donc incité la communauté internationale à agir pour faire progresser les efforts en faveur de la paix.

Membre du Conseil législatif palestinien, M. Abdullah Abdullah a estimé qu'en 22 jours, l'attaque israélienne dans la bande de Gaza de décembre-janvier derniers a détruit 15 ans de développement. Rappelant que les bâtiments du Parlement palestinien avaient été détruits, il a invité les parlements de tous les pays à envoyer des délégations dans le Territoire palestinien occupé pour se rendre compte eux-mêmes de la situation. Il a également rappelé que l'Union interparlementaire a admis le Conseil législatif palestinien comme membre à part entière.

Au nom du Mouvement des pays non alignés, M. Fidel Vascos Gonzales, de Cuba, a condamné la poursuite de l'occupation par Israël du Territoire palestinien occupé et « l'agression militaire israélienne » contre les populations civiles de la bande de Gaza. Il a insisté sur la nécessité d'une intensification et d'une coordination des efforts de la communauté internationale en faveur d'un véritable processus de paix ainsi que du respect du droit international, y compris du droit international humanitaire. À cet égard, a-t-il ajouté, le Mouvement des pays non alignés attend le rapport de la Commission d'enquête envoyée à Gaza par le Secrétaire général et souhaite que des mesures soient immédiatement prises pour en suivre les conclusions. Il a également insisté sur l'incompatibilité entre le processus de paix et la poursuite de la colonisation illégale.

Au nom de la Ligue des États arabes, M. Suhair Besiso a déclaré que les Nations Unies et leurs institutions spécialisées doivent cesser de se voiler la face et de traiter avec Israël comme avec un pays au-dessus des lois. Il a condamné les crimes de guerre commis, selon lui par Israël, et dénoncés par diverses organisations.

À l'occasion d'une table ronde organisée le 7 mai sur le thème « identifier les moyens les plus efficaces pour les parlementaires de contribuer au processus de paix », M. Louis Galera, le Président de la Chambre des représentants de Malte, pays qui assume depuis des années les fonctions de rapporteur du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a estimé que la « diplomatie parlementaire » constituait une voie qui mérite d'être explorée comme un supplément aux initiatives intergouvernementales en cours. Son efficacité dépend toutefois de la force et de la constance de l'engagement des parlementaires. Mais la diplomatie interparlementaire peut se montrer efficace quand le dialogue intergouvernemental est bloqué. M. Galera a suggéré une dizaine de moyens par lesquels les parlementaires pourraient contribuer à la résolution de la question israélo-palestinienne. En même temps, il a fait observer que trop d'initiatives qui se chevauchent risquaient de créer de la confusion et de diluer l'effet escompté. Il a donc souhaité que la réunion puisse trouver les moyens de parvenir à une meilleure synergie sous les auspices d'organisations interparlementaires. En ce sens, il a estimé qu'on pourrait faire un meilleur usage de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée, forum qui représente les pays de la région, y compris Israël et les Palestiniens.

Certains des intervenants ont plaidé pour un activisme marqué des parlements. M. Hector Amigo, membre de l'Assemblée nationale de Cuba, a parlé de la « responsabilité colossale et permanente » des parlements en cas d'occupation étrangère. « Nous, parlementaires du monde entier, devons exiger de nos gouvernements des pressions réelles et concertées sur les Nations Unies en faveur de la cause palestinienne », a-t-il affirmé. Il a également demandé à ses collègues du monde entier de soutenir les appels lancés récemment par l'Union interparlementaire en faveur

d'une libération immédiate des membres du Conseil législatif palestinien, détenus par les autorités israéliennes. En revanche, M. Yariv Oppenheimer, le Directeur de « la paix maintenant », mouvement basé à Tel Aviv, a rappelé que les parlementaires doivent examiner les deux aspects de la question israélo-palestinienne avec un point de vue équilibré. De manière générale, il a été estimé que la contribution des parlementaires à la paix israélo-palestinienne ne pouvait résulter que d'une approche modeste et sans prétention, fondée sur un engagement impartial, réel et bien informé.

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel